



Brèves économiques pour le Mexique, l'Amérique centrale et les Caraïbes

Semaine du 12 au 18 novembre 2020

Mexique

2019 – PIB : 1258 Mds USD | Pop : 127 M hbts

COVID-19

A la fin de la journée du 18 novembre, le Mexique enregistrait 99 528 décès en raison de l'épidémie de COVID-19, soit +3,2 % de décès supplémentaires en une semaine. 1 015 071 cas confirmés ont été enregistrés (+ 2,9 % en une semaine).

Finances publiques

Les agences de notation ont abaissé les notes de risque de crédit de plusieurs États mexicains, compte tenu de la détérioration de leurs finances publiques suite à la crise sanitaire, qui a touché principalement les entités les plus dépendantes du tourisme. Au total, neuf entités fédérales ont été déclassées par Moody's, Fitch et HR Ratings. Moody's a abaissé la note de huit Etats depuis fin septembre (Guerrero, Chihuahua, Sinaloa, Tabasco, Nayarit, Sonora, Zacatecas et Tamaulipas).

La Chambre des députés mexicaine a approuvé le projet de loi de finances 2021, avec un déficit prévu à 718,2 Mds MXN (35,6 Mds USD, soit 2,9% du PIB), un montant qui pourrait augmenter et générer une plus grande pression sur les finances publiques du pays si l'économie mexicaine ne se redresse pas comme l'estime le ministère de l'Economie.

Economie

Le PIB mexicain ne retrouve toujours pas le niveau d'avant-crise en octobre selon l'Institut national des statistiques et de la géographie (l'Inegi). L'indicateur utile de l'activité économique, publié par l'Inegi, prévoit une baisse de 6,2% g.a du PIB en octobre 2020. Cela représenterait néanmoins son cinquième mois d'amélioration, après avoir enregistré sa plus forte baisse en mai, à hauteur de -21,6%. En septembre 2020 l'indice avait prévu une baisse de 6,9% g.a du PIB.

Le PIB mexicain enregistrerait une contraction de 9 % en 2020, selon l'enquête mensuelle sur les attentes économiques de l'Institut mexicain des cadres financiers (IMEF). Ce chiffre montre une amélioration par rapport à ceux de septembre et d'octobre, qui prévoyaient tous deux une baisse de 10 %, selon l'IMEF. D'ici 2021, l'économie mexicaine devrait s'améliorer et croître à un rythme annuel de 3,1 % (niveau plus élevé que la croissance de 3 % prévus en octobre). Aussi, l'enquête prévoit un taux d'inflation à 3,98% pour 2020 (contre 3,80% dans l'enquête d'octobre). Quant aux chiffres de l'emploi, il est prévu que 950 000 postes seront perdus en

2020 dus aux effets de la crise économique. En ce qui concerne le taux de change, selon le consensus des économistes participant à l'enquête, il devrait poursuivre la tendance à l'appréciation et atteindre 21,50 MXN/USD à la fin de l'année.

La reprise de l'emploi se poursuit au troisième trimestre. 58 % des emplois perdus par la pandémie ont été récupérés, selon la dernière Enquête nationale d'occupation et d'emploi (EOEN). La population active a enregistré une augmentation de 5,9 millions au troisième trimestre par rapport au trimestre précédent, pour atteindre 51 millions de travailleurs. Cependant, les experts alertent d'une montée de la précarité de l'emploi, avec une plus grande informalité et une érosion des salaires.

Baisse de la corruption et l'insécurité en novembre selon la Confédération des employeurs mexicains (Coparmex). L'organisation patronale note une baisse de la criminalité subie par les propriétaires d'entreprises. En novembre 2020, la proportion de propriétaires d'entreprises ayant été victimes d'un crime est passé à 56%, contre 48% il y a un an. De plus, la proportion de ceux qui ont été victimes d'un acte de corruption a baissé à 32% (contre 35% en novembre 2019).

Des inondations dans l'Etat du Tabasco ont touché sévèrement les productions agricoles. Les producteurs de bananes estiment que 50 % de leurs plantations ont été touchées et le bétail souffre également. Víctor Villalobos, ministre de l'Agriculture et du Développement Rural, a déclaré qu'il serait nécessaire d'accorder des crédits aux producteurs de la région.

Entreprises et grands contrats

Les banques mexicaines ont restructuré près de 4,5 Mds USD de crédits sur les dix premiers mois de l'année, afin de soutenir les emprunteurs avec des mensualités moins élevés et à des échéances à plus long terme, leur permettant d'avoir plus de liquidités pour faire face à la situation économique actuelle, a rapporté l'Association des banques du Mexique (ABM). Le président de l'ABM, Luis Niño de Rivera, a souligné que les réserves statutaires de la banque continuent de croître et représentent maintenant 19 % du total des provisions, soit presque quatre fois plus qu'il y a un an (5 %).

Le projet de loi visant à interdire la sous-traitance pour les entreprises (« outsourcing »), élaborée par la ministre du Travail mexicaine, Luisa María Alcalde Luján, pourrait décourager l'investissement privé dans le pays selon les organisations patronales. Le marché de la sous-traitance au Mexique emploie près 5 millions de travailleurs, soit 23 % de la population active.

Indicateur	Variation hebdomadaire	Variation sur un an glissant	Niveau du 18/11/2020
Bourse (IPC)	+3,41%	- 3,10 %	42 252,61 points
Taux de change USD/Peso	- 0,88%	+5,18 %	20,32 USD/MXN
Taux de change Euro/Peso	- 0,21%	+12,21 %	24,09 EUR/MXN
Prix du baril mexicain	+ 0,82%	- 20,46 %	39,06 USD/Barils

AMERIQUE CENTRALE

2019 – PIB : 271 Mds USD | Pop : 49 M hbts

Pays	Nombre de cas de COVID-19
	Nombre de décès liés au COVID-19
<i>Données officielles au 18 novembre 2020</i>	
Costa Rica	127 012 (+6,0 % sur la semaine) <i>Décès : 1 588</i>
Guatemala	116 381 (+3,2 % sur la semaine) <i>Décès : 4 008</i>
Honduras	103 488 (+2,3 % sur la semaine) <i>Décès : 2 839</i>
Nicaragua	5 725 (+1,1 % sur la semaine) <i>Décès : 159</i>
Panama	149 833 (+5,2 % sur la semaine) <i>Décès : 2 907</i>
Salvador	36 965 (+5,1 % sur la semaine) <i>Décès : 1 056</i>

Régional: Amérique centrale

La Banque centraméricaine d'intégration économique (BCIE) a annoncé la préparation d'un programme de «reconstruction résiliente » pour les pays d'Amérique centrale, doté de 2,5 Mds USD de fonds disponibles. Ce programme a pour objectif d'améliorer les systèmes nationaux de préparation et de réponse aux catastrophes naturelles.

Une semaine après le passage de la tempête tropicale Eta qui a fait, selon les dernières estimations, 261 morts et 2,5 millions de sinistrés, les états centroaméricains sont à nouveau touchés par la tempête Iota, causant d'importants dégâts au Nicaragua, au Honduras et au Salvador. La Région Autonome de Caraïbes du Nord du Nicaragua est la plus touchée, les voies terrestres restant impraticables et les sources d'énergies détruites. Iota a entraîné de nombreux débordements de fleuves, destructions de routes, d'habitations et de ponts au Honduras et des pluies importantes au Salvador, Guatemala et Belize. Le Nicaragua recense pour l'instant 8 morts et 63 000 personnes déplacées. Le Honduras et le Salvador recensent quant à eux chacun un décès.

La BCIE a annoncé la mise à disposition de 2,5 Mds USD pour les pays de l'isthme centroaméricain pour faire face aux dommages causés par le passage des ouragans Eta et Iota. L'annonce a été faite après la venue des présidents guatémaltèque et hondurien au siège de la banque régionale pour planifier les nouvelles demandes liées au Programme centraméricain pour une construction résiliente. Les deux dirigeants ont par ailleurs souligné la nécessité d'une meilleure répartition d'allocation des ressources du Fonds vert des Nations Unies, les pays centroaméricains étant parmi les plus vulnérables face aux effets du changement climatique.

Les présidents guatémaltèque et hondurien ont évoqué la nécessité de réformer le Système d'Intégration Centraméricain (SICA) et le Parlement centraméricain dans une volonté de

meilleure intégration régionale. Ce rapprochement s'effectuera aussi *via* la suppression des barrières douanières régionales et l'attraction d'investissements étrangers pour la région.

Costa Rica

2019 – PIB : 61,7 Mds USD | Pop : 5 M hbts

En octobre 2020, la dette publique a atteint 68% du PIB, se rapprochant ainsi des 70% prévus par le Ministère des finances pour la fin de l'année. 52% du total correspond à la dette interne et 16% à la dette externe. Sur la même période en 2019, la dette représentait 58% du PIB, dont 46% correspondait à la dette interne et 12% à la dette externe.

Guatemala

2019 – PIB : 76,7 Mds USD | Pop : 16,6 M hbts

Le Congrès a approuvé en procédure d'urgence le budget 2021 pour un montant de 99,7 Mds GTQ (12,8 Mds USD soit 16,7% du PIB). En détail, le Congrès a voté l'augmentation des recettes fiscales de 1,5 Md GTQ pour atteindre 63 Mds GTQ en 2021. La commission des finances a par ailleurs réduit de 200 M GTQ le budget pour la lutte contre la faim et a accordé 1 Md GTQ initialement affectés au budget d'investissement en infrastructures pour la reconstruction du pays suites aux deux tempêtes tropicales. Ce nouveau budget rompt avec l'orthodoxie budgétaire historique du pays, 31% des ressources du budget provenant de levée de dette, un niveau jamais atteint dans l'histoire du pays. Par ailleurs, deux prêts ont été ratifiés pendant la session : l'un de 429 M USD du FMI destiné au ministère des finances (appui budgétaire) et l'autre de 20 M USD octroyé par la Banque Mondiale au ministère de la santé pour soutenir les mesures contre la Covid-19.

L'agence de notation Moody's a modifié de stable à négative la perspective de notation du Guatemala, maintenue pour sa part à Ba1. L'agence justifie ce changement de perspective par la détérioration de la dette (qui passe de 27% du PIB en 2019 à 32% en 2020) liée à la gestion de la pandémie et par une hausse du déficit budgétaire (qui atteindra 5,6% du PIB en 2020). Le Guatemala conserve cependant de bons fondamentaux, le PIB ne baissant selon le FMI que de 2% sur l'année (plus faible baisse d'Amérique latine) pour rebondir à +4% g.a. en 2021. Moody's précise par ailleurs que la vulnérabilité du pays face aux risques climatiques et l'augmentation de la fracture sociale influenceront fortement l'économie du pays, notamment dans le secteur agricole.

Le Congrès a approuvé l'état de catastrophe naturelle dans 10 départements du pays, débloquant 98 M USD (762 M GTQ) pour la réparation et le soutien des zones touchées par la tempête tropicale Eta. Certains députés ont exprimé leur doutes sur la bonne utilisation de ces fonds précisant que 51 M USD (400 M GTQ) de financements n'ont pas été assignés à des fin spécifiques et que la stratégie d'utilisation de ces fonds est insuffisamment documentée.

Honduras

2019 – PIB : 25 Mds USD | Pop : 9,7 M hbts

L'activité économique du pays (IMAE) s'est contractée de 9,5% g.a. sur les neuf premiers mois de l'année. Les secteurs de l'industrie manufacturière, du commerce, de la construction, du transport et du tourisme ont été les principaux acteurs de la baisse. Les secteurs des télécommunications et des produits alimentaires ont quant à eux vu leur activité augmenter.

Le Ministère des finances a décidé de proroger l'adoption du budget 2021 pour pouvoir l'adapter aux nouveaux défis causés par le passage des deux tempêtes tropicales. Le nouveau budget inclura une analyse des dégâts et des besoins financiers consécutifs aux catastrophes climatiques, notamment dans le secteur agricole. Les productions de maïs, riz, café, fruits et crevettes ont été les plus touchées. L'infrastructure routière a, par ailleurs, subi d'important dégâts : 40 ponts ont été partiellement ou entièrement détruits.

Nicaragua

2019 – PIB : 12,5 Mds USD | Pop : 6,5 M hbts

Un premier rapport du Conseil Supérieur des Entreprises Privées (Cosep) estime des pertes agricoles de 25% à 80% selon les produits, causées par le passage de la tempête tropicale Eta. Les pertes des secteurs laitiers et des légumes pourraient atteindre 200 M USD. Les pertes agricoles et alimentaires représentent un risque majeur pouvant entraîner une crise alimentaire dans ce pays, le troisième plus pauvre d'Amérique latine.

Panama

2019 – PIB : 66,8 Mds USD | Pop : 4,2 M hbts

Le budget général de l'État pour l'exercice 2021 a été approuvé et publié au Journal officiel le 13 novembre 2020. Celui-ci s'établit à 24,2 Mds USD. La majeure partie du budget correspond au secteur public non financier (SNFN) (19,1 Mds USD). L'essentiel du budget ira au ministère de l'Éducation avec 2,7 Mds USD, suivi du ministère de la Santé (2,2 Mds USD), puis du Ministère de l'économie et des finances (895 M USD), et enfin du Ministère de la sécurité publique (830 M USD). Par secteur, 10,7 Mds USD du total budgété ont été alloués au développement des services sociaux, 211 M USD au développement environnemental et technologique, 1,5 Mds USD pour le développement des infrastructures, 717 M USD pour le développement et la promotion de la production, 3,9 Mds USD pour les services financiers et 3,1 Mds USD pour les services généraux.

La Banque centraméricaine d'intégration économique (BCIE) a approuvé un prêt de 250 M USD à destination du Panama dans le cadre du Programme d'Opérations de Politique de Développement (OPD). Ce prêt vise à aider financièrement le pays pour faire face à la crise économique générée par la COVID-19 et à soutenir la reprise économique. Il aura une durée de 20 ans, avec une période de grâce de 5 ans et un taux d'intérêt annuel de 2,74%. Les principaux axes de financements sont : la protection du capital humain, et le renforcement des institutions du pays pour soutenir une reprise économique transparente et financièrement durable.

Salvador

2018 – PIB : 26 Mds USD | Pop : 6,6 M hbts

Les exportations salvadoriennes ont enregistré une baisse de 18,8% g.a. sur les dix premiers mois de l'année, fortement impactées par le COVID-19, pour atteindre 4 Mds USD. Malgré des estimations annuelles pour 2020 prévoyant un retour aux montants équivalents à ceux d'il y a dix ans, les hausses de respectivement 5% g.a et de 3,2% g.a. pour les mois de septembre et d'octobre démontrent la capacité de récupération productive du pays. Les importations cumulées ont quant à elles baissé de 15,7% g.a. à fin octobre à 8,5 Mds USD. Cette baisse est

due à la fois à la diminution de la demande et à la baisse des prix internationaux, notamment pétroliers (-37,8% g.a.)

Moody's a annoncé avoir placé en révision la note souveraine salvadorienne, actuellement à B3. Selon l'agence de notation, le pays est confronté à un risque de défaut de paiement dû à la forte augmentation des dépenses et de la dette. L'assemblée législative et certaines municipalités ont déjà été confrontées à des problèmes de solvabilité cette année. Le Salvador possède le ratio dette/PIB le plus élevé d'Amérique latine, dépassant les 90% à fin 2020 selon les estimations de l'agence.

La commission des finances de l'Assemblée a approuvé la ratification de deux prêts octroyés la BID pour un montant de 300 M USD. En détail, 250 M USD seront utilisés dans le programme d'urgence pour la soutenabilité économique et fiscale du pays et 50 M USD serviront dans des actions d'urgences de santé publique contre la Covid-19. Ces deux prêts s'inscrivent dans le programme pour la gestion de la pandémie signé entre la banque de développement continentale et le gouvernement en mars dernier.

La Banque centrale a annoncé des transferts de fonds des migrants « remesas » à 571 M USD pour le mois d'octobre soit le montant le plus élevé de son histoire avec une croissance de 18,4% par rapport à octobre 2019. Le montant moyen par opération s'est élevé à 295 USD soit presque le salaire minimum au Salvador (300 USD mensuel). 24% des ménages salvadoriens reçoivent ces remesas qui représentent 24% du PIB du pays.

CARAÏBES

2019 – PIB : 213 Mds USD | Pop : 36 M hbts

Pays	Nombre de cas de COVID-19
	Nombre de décès liés au COVID-19
	<i>Données officielles au 18 novembre 2020</i>
République dominicaine	135 157 (+3%) Décès : 2 293
Haïti	9191 (+0,4%) Décès : 232
Jamaïque	10 088 (+5,3%) Décès : 235
Cuba	7 725 (+4%) Décès : 131

Cuba

2018 – PIB: 100 Mds USD | Pop : 11,3 M hbts

L'aéroport international de La Havane reprend ses activités. Alors que celui-ci était fermé depuis le 24 mars dernier en raison de la pandémie du Coronavirus, il a été rouvert dimanche 15 novembre aux vols commerciaux et charters. Le protocole sanitaire prévoit que chaque voyageur non résident devra réaliser un test PCR à l'arrivée puis attendre sans déplacements jusqu'aux résultats. Les autorités cubaines ont précisé, qu'à partir du 1er décembre, une taxe santé de 30 USD sera facturée sur le billet d'avion afin de couvrir les coûts des protocoles sanitaires. L'aéroport de la capitale est le dernier à rouvrir sur l'île, les cinq autres aéroports internationaux du pays ayant repris leurs activités depuis le 17 octobre, afin de relancer une saison touristique fortement impactée par la pandémie.

Conviasa inaugure des correspondances aériennes vers Cuba. A partir du 30 novembre la compagnie vénézuélienne proposera un vol par jour entre Cancun et La Havane, ainsi que 2 fréquences hebdomadaires pour assurer chacune des liaisons Mérida-La Havane, Santa Clara-Cancun et Holguín-Cancun. Ces nouvelles fréquences devraient répondre à la hausse de la demande du marché cubain au Mexique.

République dominicaine

2019 – PIB : 88,9 Mds USD | Pop : 10,7 M hbts

Afin d'attirer de nouveaux investissements et de développer les investissements existants, la Chambre haute a proposé un projet de loi visant à garantir la stabilité juridique de tout investissement. Ainsi, pendant une période de vingt ans, toutes les conditions en vigueur au moment de l'exécution d'un investissement national ou étranger resteraient inchangées. Cette garantie de stabilité s'appliquerait notamment au paiement des impôts, des taxes et des droits municipaux, des régimes douaniers et du droit du travail. Toutefois, ces garanties n'auraient aucun effet sur les règles régissant la sécurité sociale, la réglementation prudentielle du secteur financier, les tarifs des services publics et les variations tarifaires.

Le pouvoir exécutif a présenté un addendum au projet de loi générale sur le budget de l'État 2021 dans lequel les nouveaux impôts qui avaient été proposés précédemment ont été exclus. Suite aux revendications de multiples secteurs de la société, le pouvoir exécutif a déposé le budget modifié dans lequel il reste à 1 300 Mds DOP, alors que les recettes fiscales sont estimées à 750 Mds DOP. Les nouvelles taxes introduites par le projet initial sont supprimées et remplacées par le paiement anticipés d'impôts à hauteur de 26 Mds DOP par Barrick Gold et le secteur bancaire.

Haïti

2019 – PIB : 8,5 Mds USD | Pop : 11,3 M hbts

Chaque exportation dominicaine vers Haïti fait l'objet de frais de vérification de 800 USD prélevés par la société privée SGS. Plusieurs représentants du secteur exportateur souhaitent mettre fin à cette situation exceptionnelle. Les exportateurs réclament de porter le cas devant l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Haïti est le deuxième partenaire commercial de

la République Dominicaine, où il exporte du ciment, des œufs, du poulet, du porc et de nombreux autres produits dominicains.

Jamaïque

2019 – PIB : 16,4 Mds USD | Pop : 2,9 M hbts

La Banque de Jamaïque a annoncé sa décision de maintenir son taux directeur à 0,50%. Cette décision a été prise, afin que le taux d'inflation se maintienne dans une fourchette entre 4 et 6%.

En octobre, le taux d'inflation s'est établi à 0,8%. Cette augmentation résulte en grande partie de la hausse de 1% des prix à la consommation dans le secteur de «Alimentation et boissons non alcoolisées».